

qu'elle revêt — représente donc le principal espoir que nous ayons d'atténuer, à l'échelle mondiale, l'agression politique et économique qui ne peuvent que trop facilement surgir d'une longue période d'incertitude et de crainte.

Cela dit, il n'en demeure pas moins que la crédibilité et l'efficacité des institutions multilatérales sont tributaires de la volonté des nations et de leurs dirigeants de trouver une réponse collective aux graves problèmes nationaux et internationaux.

La plupart des pays, qu'ils soient développés ou en voie de développement, sont aux prises avec de forts taux d'inflation. Le ralentissement de la croissance et la stagnation, combinés aux déséquilibres du système des paiements internationaux, aggravent des problèmes d'endettement déjà sérieux. Dans nombre de cas, les niveaux sans précédent du chômage menacent jusqu'à la structure sociale et politique de nos sociétés et nourrissent le sentiment protectionniste. Au plan international, la crise économique a un effet dévastateur sur les perspectives de croissance et sur l'aide au développement. Les problèmes de service de la dette ont atteint des proportions telles qu'ils grèvent considérablement le système financier international.

**Soulager la
conjoncture
économique**

Il en est résulté une propension de plus en plus grande au chauvinisme économique. Les pressions en faveur de soulagements à court terme mettent en péril le système multilatéral, et rétrécissent nos perspectives pour le plus long terme. Il faut s'opposer à ces pressions.

La réaction collective que commande la conjoncture économique a fait l'objet de discussions approfondies lors de la réunion annuelle du F.M.I. et de la Banque mondiale, qui s'est tenue à Toronto. J'ai été heureux de constater que les participants à cette réunion étaient résolus à considérer les problèmes économiques comme des problèmes communs appelant une action commune.

Je voudrais souligner deux thèmes importants à cet égard. D'abord, étant donné l'ampleur des difficultés financières de nombre de pays, il est indispensable que le F.M.I. dispose de ressources adéquates s'il doit continuer à jouer son rôle vital qui vise à aider les pays membres à s'adapter à la situation. C'est pourquoi le Canada appuie un relèvement substantiel des quotes-parts à l'occasion de la Huitième révision générale.

Deuxièmement, la conjoncture économique est telle que l'aide au développement est devenue encore plus essentielle pour un certain nombre de pays du tiers-monde. Il est donc important que les apports bilatéraux et multilatéraux se poursuivent. Nous nous sommes en outre réjouis de l'accord général obtenu à Toronto pour maintenir un niveau de financement adéquat pendant toute la durée de la Sixième entente intervenue dans le cadre de l'Association pour le développement international.

La tendance à l'introversión économique exerce également des pressions sur le système
